

L'Égypte entre réforme et révolution

La tenue d'élections législatives en pleine révolte populaire suite à l'assassinat de 42 civils par les forces de police illustre la situation actuelle où le peuple et les forces politiques semblent hésiter entre réforme et révolution. Alors que certains ont déserté la place Tahrir pour s'en remettre au verdict des urnes, d'autres votent le jour et s'insurgent le soir. De toute évidence, le processus révolutionnaire égyptien sera long et devrait nous réserver bien des surprises.



Une certaine tendance à schématiser nous pousse parfois à identifier les révolutions à un événement, un jour, un symbole (les œillets, le jasmin...). Ainsi réduisons-nous la révolution française de 1789 à

la prise de la Bastille, la révolution bolchévique de 1917 à la prise du palais d'Hiver et la révolution au Portugal à la journée du 25 avril 1974. Or, les révolutions prennent du temps, beaucoup de temps. Elles prennent leur temps et durent parfois bien longtemps. Des mois, des années voire, exceptionnellement, des décennies. On assiste alors à de véritables épopées comme ce fut le cas des révolutions chinoise et vietnamienne par exemple. C'est pourquoi il semble plus juste de parler, à propos des révoltes que nous connaissons dans le monde arabe depuis la fin de l'année 2010, d'un processus révolutionnaire qui durera certainement encore des mois voire des années.

Il fallait en effet être bien crédule pour penser que la révolution égyptienne avait pris fin avec la chute de Hosni Moubarak. Nous ne serions pas moins naïfs en considérant que l'élection de l'Assemblée constituante a mis un terme à la révolution tunisienne. Celle-ci n'est pas achevée et n'est pas forcément au bout de ses peines. Non pas que cette révolution ait été confisquée par de méchants islamistes en voie d'instaurer un régime théocratique. La réalité est plus prosaïque. La révolution tunisienne n'est pas terminée parce que certaines tâches pourtant essentielles n'ont pas encore, loin s'en faut, été accomplies. L'appareil répressif – celui de la police et de la justice en particulier – n'a pas été épuré ni démocratisé. Quant à la question sociale qui est à l'origine de la révolte populaire, elle n'a même pas été effleurée. Or, qui peut sérieusement penser qu'une démocratie accomplie va s'installer durablement et fonctionner sans à-coups dans un pays où les inégalités sociales et régionales sont aussi importantes ? Qui peut douter que la politique néolibérale menée par Ben Ali et qui a de fortes chances de se poursuivre sous ses successeurs, islamistes et laïcs confondus, ne provoquera pas, à plus ou moins

L'Égypte entre réforme et révolution

brève échéance, un acte III de la révolution, après l'acte I du renversement du dictateur et l'acte II de l'élection de l'Assemblée constituante ? Qui peut croire enfin que les grandes puissances confrontées elles-mêmes à une grave crise financière accepteront de desserrer leur emprise sur l'économie de ce petit pays afin de laisser souffler son peuple ?

La révolution inachevée

Pour en revenir à l'Égypte, il apparaît de plus en plus évident aux yeux de tous que la chute de Hosni Moubarak n'a pas entraîné celle de son régime. Neuf mois après l'éclatement de la révolution, l'état d'urgence est toujours maintenu. La mobilisation courageuse des révolutionnaires a certes permis d'arracher des acquis indéniables : le dictateur a été arrêté, inculpé et «jugé», sa formation politique, le Parti national démocratique (PND), a été dissoute ainsi que la Sécurité d'Etat, un des corps de la police. La réforme constitutionnelle de mars dernier a limité les mandats présidentiels à deux. La durée du mandat a été ramenée à 4 ans au lieu de 6 et les conditions légales pour se présenter à la présidentielle ont été allégées...

Mais le président conserve tous les pouvoirs que Moubarak détenait. Les anciens caciques de son parti (à peu près mille) ont été autorisés à se présenter aux législatives en tant qu'indépendants, sous les couleurs de partis existants (Wafd...) ou sous celles de partis nouvellement créés et au sein desquels se recycle une partie de l'ancien personnel politique. On compte pas moins de 17 formations abritant les rescapés du PND. La dissolution de la Sécurité d'Etat a laissé la place à une police parallèle qui agit de façon totalement illégale (enlèvements...). La Sécurité centrale chargée de contenir les manifestations compte pour sa part 150 000 membres. Aucune réforme sérieuse de cette institution n'a été entamée en neuf mois pour tenter de mettre

un terme aux violences policières. Le régime joue sur la peur du chaos et la police utilise les mêmes méthodes pour «maintenir l'ordre» : gaz concentré qui a récemment tué certains manifestants, tirs à balles en caoutchouc visant la tête, tirs à balles réelles, torture de la part de la police militaire...

Sur le plan de la Justice, le recours aux tribunaux militaires pour juger les jeunes révolutionnaires civils est plus intensif que jamais. Pendant ce temps, le général Moubarak passe en procès devant une juridiction civile. Parler de jugement dans son cas semble d'ailleurs quelque peu excessif : des témoins de l'accusation se sont transformés en défenseurs du dictateur, l'audition du maréchal Hussein Tantaoui s'est déroulée à huis clos... D'une manière générale, les procès des responsables de la dictature s'enlisent, à l'instar de celui de l'ancien ministre de l'Intérieur Habib El Adli pourtant accusé d'avoir ordonné la mort des manifestants en janvier dernier. Des enquêtes concernant des responsables, grands ou petits, de la dictature et de la corruption sont refusées.

Alors même que le pays est censé se trouver en transition vers la démocratie, le gouvernement d'Essam Charaf adoptait en mars un décret-loi comprenant des mesures extrêmement restrictives à l'encontre du mouvement social. Entre autres, des peines d'emprisonnement allant jusqu'à un an et des amendes de 30 000 à 500 000 livres égyptiennes contre les grévistes et autres manifestants. Le simple soutien à une grève peut entraîner une arrestation ainsi qu'une amende allant jusqu'à 50 000 livres égyptiennes. La haute hiérarchie militaire – le Conseil suprême des forces armées (CSFA) – qui avait désigné le gouvernement a aussitôt entériné cette loi afin qu'elle puisse entrer en application.

Les franchises universitaires sont régulièrement violées par la police ou par des militaires qui répriment les étudiants grévistes.

Le CSFA a d'une manière générale conservé la haute-main sur le processus de transition dont il a fixé, seul, le contenu (législatives, présidentielle), le rythme et les modalités (nomination du gouvernement respon-

L'Égypte entre réforme et révolution

sable devant lui, contrôle des scrutins). Il tente par ailleurs de sanctuariser son pouvoir en se plaçant au dessus de la Constitution et en préservant ses immenses intérêts économiques. Pour y parvenir, il cherche à ôter tout moyen de contrôle de son action (budget, entreprises...) par le Parlement.

Sur le plan de la politique étrangère, c'est la continuité. L'alliance privilégiée avec les Etats-Unis et l'Europe est préservée ainsi que les accords avec Tel-Aviv, en dépit des quelques mesures prises consécutivement à l'assassinat de policiers égyptiens par les soldats israéliens et des manifestations populaires contre l'injurieuse présence de l'ambassade israélienne au Caire.

Enfin, aucune remise en cause de la politique économique d'*Infitah* suivie depuis une quarantaine d'années n'est en vue. Le tourisme est en net recul, la livre égyptienne chute, la note du pays a été dégradée par l'agence de notation Standard & Poor's, la pauvreté touche près de la moitié de la population qui vit avec moins de 3 dollars par jour, l'analphabétisme fait des ravages...

Les partisans de la réforme, alliés objectifs du CSFA

Tout indique que le régime Moubarak a décidé de se maintenir. Après avoir courbé le dos et sacrifié politiquement son chef, le CSFA – qui est monté en première ligne en tant que principal représentant politique du régime suite à la disparition du PND – a manœuvré pour fermer le jeu politique, contenir la contestation démocratique, diviser ses adversaires, criminaliser le mouvement social afin de l'empêcher de jouer le rôle politique fondamental auquel il est en droit d'aspirer au vu de sa puissance potentielle et de son rôle dans le renversement de Moubarak. Les grèves ouvrières des années 2004-2008, autour entre autres du refus de la privatisation des entreprises publiques, ont favorisé le renouveau syndical

et largement contribué à l'éveil politique dans le pays.

Face à ce que l'on ne peut nommer autrement que le régime Moubarak sans Moubarak, deux camps se sont forgés. Le premier est celui des partisans de la réforme. Le second rassemble les partisans de la révolution.

Essentiellement incarné par les islamistes, même s'il ne s'y réduit pas, le camp de la réforme entend éviter l'affrontement direct avec le pouvoir. C'est pourquoi il louvoie, passe des compromis, accepte ce que le CSFA donne, ne réclame pas davantage, montre les dents si nécessaire mais recule lorsque le pouvoir fait preuve d'intransigeance. Le Parti de la liberté et de la justice (PLJ) est le représentant politique des Frères musulmans. Ce parti est réformiste par nature et par tactique. Dirigé par des hommes bien installés dans la société – nombre d'entre eux sont milliardaires – et reposant sur un encadrement intermédiaire formé de représentants des couches moyennes (médecins, pharmaciens, journalistes, avocats, enseignants...), le mouvement des Frères musulmans n'a jamais outrepassé la ligne rouge tracée par le régime. Il représentait l'opposition tolérée sous Moubarak et n'a d'ailleurs joué aucun rôle dans la révolution de janvier 2011. Se tenant résolument à l'écart du mouvement, il n'a pris aucun risque, mais est venu récolter les fruits du sacrifice des autres courants. Sa modération s'est confirmée à l'occasion du référendum sur la réforme constitutionnelle du 19 mars organisé par le SCFA et auquel il a appelé à voter «oui».

Ce n'est certainement pas à la veille de remporter les élections qu'il va changer de stratégie pour déclarer la guerre au régime. Après avoir appelé à manifester sur la place Tahrir le 18 novembre, suite à la tentative de passage en force constitutionnelle du CSFA, les Frères musulmans ont quitté le terrain et réitéré leur ferme intention de participer au scrutin du 28, en dépit du climat pré-insurrectionnel qui se développait dans le pays du fait de la répression des manifestants.

Les Frères musulmans sont donc les alliés objectifs

L'Égypte entre réforme et révolution

du CSFA. Et *vice versa*, ce dernier voyant dans la mouvance islamiste un facteur de stabilité politique essentiel face aux révolutionnaires et au mouvement social qui ne lui font aucune confiance et qui le ciblent désormais ouvertement. Mais si le CSFA et les islamistes ont des intérêts tactiques communs, ils ne partagent pas les mêmes objectifs politiques. La haute hiérarchie militaire ne se reconnaît pas dans le projet d'instauration d'un régime théocratique et encore moins dans celui d'un régime démocratique. Elle peut faire des concessions, mais cherche à conserver le pouvoir. Haut responsable militaire, le général Mamdouh Chahine a déclaré ces derniers jours que «*le futur parlement n'aura aucune autorité sur le gouvernement*». La haute hiérarchie militaire entend même contrôler le travail d'élaboration de la nouvelle constitution. Le futur parlement ne sera pas souverain. L'armée peut donc composer tactiquement avec le PLJ pour faire front face aux révolutionnaires, mais sans plus.

Le PLJ, pour sa part, ne veut pas d'un affrontement avec le CSFA car il craint que l'armée ne l'empêche d'accéder au pouvoir. Mais qu'ils soient encore islamistes – partisans d'un régime théocratique – ou qu'ils se soient convertis à une sorte de démocratie musulmane, les Frères musulmans entendent bien arriver aux commandes de l'Etat pour y exercer leur pouvoir. Ils semblent servis par une conjoncture favorable, la majorité de la population n'étant pas encore prête à affronter directement le pouvoir pour renverser le régime. Les citoyens préfèrent utiliser le bulletin de vote pour changer l'ordre des choses. Une partie du camp révolutionnaire lui-même a conscience de la nécessité d'occuper la place Tahrir tout en participant au scrutin, ne serait-ce que pour faire barrage aux recyclés du PND, affaiblir les candidats du CSFA et limiter autant que faire se peut la vague islamiste.

C'est donc à une entente tactique, conflictuelle entre le CSFA et le PJD que nous assistons. Ils marcheront ensemble un certain temps. Mais chacun reprendra ses billes lorsque les résultats du scrutin tomberont. Qu'une éventuelle fraude leur vole la victoire ou que cette victoire ne serve à rien du fait de la paralysie dans laquelle le CSFA plongerait le Parlement et

l'on assistera alors, inéluctablement, à un bras de fer entre les deux alliés d'aujourd'hui. Il n'est pas exclu, dans un tel scénario, que les islamistes dans leur ensemble ou une partie d'entre eux passent aux côtés des forces révolutionnaires démocratiques et de gauche.

Une entente stratégique entre le CSFA et les islamistes paraît à contrario peu probable à court terme car il faudrait que ces forces soient toutes deux menacées par le courant révolutionnaire. Nous n'en sommes pas encore là.

Forces et faiblesses du camp de la révolution

Le camp révolutionnaire a conscience que le pouvoir n'entend pas instaurer la démocratie. Aussi tente-t-il de mobiliser la population pour contraindre le CSFA à laisser la place à un gouvernement civil qui organiserait lui-même la transition.

Doté d'un grand courage, d'une détermination sans faille, généreux dans l'effort et prêt à se sacrifier, les militants de ce camp ont conquis le respect de la population et de toutes les forces politiques : le régime comme les islamistes. Ce camp se compose de mouvements de jeunesse dynamiques (étudiants, bloggeurs...) qui ont joué un rôle de tout premier plan pour pousser Moubarak vers la porte de sortie. Il peut également s'appuyer sur les nombreuses luttes sociales qui essaient le pays : enseignants, employés des transports publics et de la poste, ouvriers des secteurs publics et privés...

Un profond processus d'organisation à l'œuvre au niveau de toutes les professions accompagne ce grand mouvement de luttes. Des syndicats autonomes (on en compte plus de 140) parmi les couches moyennes (avocats, enseignants, médecins, pharmaciens...), les travailleurs (ouvriers, du textile en particulier, employés) voient le jour et se coordonnent à l'instar de l'Union des syndicats indépendants. Le mouvement syndical ouvrier rompt ainsi avec la pesante et étouffante tutelle de la très officielle Union des

L'Égypte entre réforme et révolution

ouvriers d'Égypte qui a été dissoute cet été. De même que le mouvement syndical des couches moyennes tend à s'émanciper de l'hégémonie qu'y exerçaient jusqu'à présent les Frères musulmans.

Le camp révolutionnaire comporte également une myriade de partis et de mouvements qui semblent seuls en mesure de rassembler musulmans et coptes que le régime travaille à diviser et que les islamistes n'arrivent pas à unir.

Mais ce camp présente encore de grandes faiblesses objectives et subjectives. Ainsi, au stade embryonnaire de construction auquel la plupart d'entre eux sont parvenus, les nouveaux syndicats autonomes peuvent difficilement avancer des revendications à la fois économiques et politiques, sectorielles et d'ensemble, locales et nationales. Trop fragiles, ils risqueraient d'éclater ou de se couper de leur base. Ils ne peuvent avancer plus vite que la musique et rencontrent des difficultés objectives bien compréhensibles à faire coïncider les rythmes propres de leur construction aux rythmes de la construction d'une alternative politique pour sortir le pays de la crise. Ils sont contraints de prendre en considération cette inégalité des luttes économiques et des luttes politiques. Comme ils doivent respecter les différences entre les processus de radicalisation syndicale et les processus de radicalisation politique. Tout volontarisme en la matière ne peut mener qu'à la catastrophe.

Des partis de gauche, nationalistes, démocrates... s'activent à soutenir ces syndicats, à les aider à se coordonner et à dépasser le stade corporatiste de leur existence. Mais il s'agit là d'un travail de longue haleine qui s'avère d'autant plus difficile que ces partis sont eux-mêmes atomisés, morcelés et divisés. Tous ces éléments entravent la capacité de ce camp à adopter une unité tactique. Or, l'unité tactique s'avère décisive en période révolutionnaire où la moindre faute politique, la moindre erreur et la moindre hésitation se paient cher et comptant. Une autre difficulté à laquelle ce camp est confronté réside dans la faiblesse de ses moyens matériels et financiers, comparé aux islamistes et au régime.

Enfin, si le camp révolutionnaire arrive quelques fois à impliquer les Frères musulmans dans cer-

taines actions, il ne peut durablement et sérieusement compter sur la confrérie qui n'hésite pas à l'abandonner pour un accord avec le CSFA. Les Frères musulmans ne constituent pas, pour l'instant, un allié fiable. De même dispose-t-il certainement de la sympathie d'une partie des militaires, des officiers et même de policiers dont une organisation s'intitule d'ailleurs «*Officiers mais intègres*». Mais la crise révolutionnaire en Égypte n'a pas encore atteint un stade et une décantation suffisants pour amener la majorité des militaires à rompre avec l'ancienne direction corrompue et compromise par sa participation au régime et à basculer du côté du peuple.

Le renversement de Moubarak a ouvert une dynamique révolutionnaire. Cela ne signifie pas que la population soit toujours sur la brèche, toujours à l'offensive et qu'elle se radicalise et s'organise de façon linéaire. Le processus est forcément inégal et erratique. Il avance, stagne, recule puis repart pour s'arrêter. Le camp de la révolution est donc handicapé par le fait qu'il est celui que le régime de dictature a le plus entravé et qu'il a un grand retard à rattraper sur ses concurrents. Mais la route est longue et ce camp apprendra, apprend déjà, en avançant.

Edito | [National](#) | [International](#) | [Contributions](#) | [Chronique](#) | [Dossier](#) | [Entretien](#) | [Soutien](#) | [□□□□ □□□□](#) | [Mémoire](#) | [□□□□ □□□](#)
| [Archives](#)